

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

G/LIC/N/3/EEC/3/Add.5
14 décembre 2000

(00-5436)

Comité des licences d'importation

Original: anglais

RÉPONSES AU QUESTIONNAIRE SUR LES PROCÉDURES DE LICENCES D'IMPORTATION¹

Notification au titre de l'article 7:3 de l'Accord sur les
procédures de licences d'importation

COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES

Addendum

Procédures de licences d'importation applicables aux contingents
tarifaires établis dans le cadre de l'OMC pour la viande
de bœuf congelée destinée à la transformation

Description succincte du régime

1. Le régime de licences d'importation a pour objet d'assurer une administration rationnelle du contingent tarifaire établi dans le cadre de l'OMC pour 50 700 tonnes de viande de bœuf congelée destinée à la transformation. La législation pertinente relative au régime de licences d'importation applicable à ce contingent tarifaire est mentionnée dans la réponse à la question 5. En ce qui concerne les formalités à remplir pour les demandes de licences d'importation, voir la réponse à la question 6.

Objet et champ d'application du régime de licences

2. Voir la réponse à la question 1. Les produits visés par le contingent tarifaire mentionné dans la réponse à la question 1 sont les suivants:

Désignation des produits	Position(s) tarifaire(s)
Viande de bœuf congelée	
- Quartiers avant attenants ou séparés	0202 20 30
- Désossés	0202 30
Abats comestibles	
- De bovins, congelés	
-- Onglets et hampes	0206 29 91

3. Le régime s'applique dans la Communauté européenne aux produits susmentionnés en provenance de pays tiers.

¹ Pour le questionnaire, voir l'annexe du document G/LIC/3.

4. Voir la réponse à la question 1. Comme il est indiqué dans la réponse à la question 1, le régime de licences s'applique au contingent tarifaire pertinent établi dans le cadre de l'OMC. La CE considère que la méthode adoptée est la plus appropriée pour administrer ce contingent tarifaire.

5. La législation pertinente pour l'administration des licences applicable au contingent tarifaire mentionné dans la réponse à la question 1 est la suivante:

Règlement (CE) n° 1174/2000 de la Commission du 1^{er} juin 2000 (J.O. n° L 131, page 30).

Le régime de licences est imposé par des dispositions réglementaires. La législation ne laisse pas à l'administration la faculté de choisir les produits à soumettre au régime de licences. Le régime ne peut pas être abrogé sans l'accord du Législatif.

Modalités d'application

6. Réponse aux questions 6.I à VIII et 6.XI. Les questions 6.IX et X sont sans objet.

Les renseignements concernant la répartition du contingent et les formalités de dépôt des demandes de licences sont publiés au Journal officiel des Communautés européennes (voir la réponse à la question 5). Il n'y a pas de dérogations aux formalités de licences.

Le contingent tarifaire est annuel et ouvert le 1^{er} juillet de chaque année. Il est divisé en deux: 38 000 tonnes de viande bovine destinée à la fabrication de conserves alimentaires et 12 700 tonnes de viande bovine congelée destinée à la fabrication d'autres produits transformés.

Une demande de licence d'importation n'est valable que si elle émane ou est présentée au nom d'une personne physique ou morale qui, au cours des 12 mois précédant l'ouverture du contingent tarifaire, a produit des produits transformés contenant de la viande bovine et qui est inscrite dans un registre national de la TVA. En outre, la demande doit émaner, ou être présentée au nom, d'un établissement de transformation agréé. Pour chaque quantité indiquée ci-dessus, ne peut être acceptée qu'une seule demande de droits d'importation par établissement de transformation agréé. Les demandes de droits d'importation doivent être présentées à l'autorité compétente de l'État membre. Cette autorité doit adresser à la Commission une liste des requérants et des quantités demandées. La Commission calcule aussi rapidement que possible dans quelle mesure les demandes peuvent être acceptées. Si les quantités figurant dans les demandes dépassent les quantités disponibles, un coefficient de réduction fixe est appliqué. Dans la limite des droits qui lui sont alloués, un transformateur peut demander une licence d'importation jusqu'au 23 février 2001 au plus tard. La demande doit être présentée dans l'État membre où les droits d'importation sont enregistrés. Les quantités pour lesquelles des demandes de licences d'importation n'ont pas été présentées dans ce délai font l'objet d'une nouvelle attribution de droits d'importation. Après la notification des attributions, par la Commission, les licences d'importation sont délivrées dès que possible par l'autorité compétente dans les États membres. Les demandes de licences ne peuvent être déposées que dans l'État membre où le requérant demande les droits d'importation. Les requérants ne doivent s'adresser qu'à un seul organe administratif. Les importations ne sont connues que de l'autorité compétente dans les États membres et de la Commission.

7. La question 7 concernant l'absence de limites quantitatives est sans objet en l'espèce.

8. Une demande de licence d'importation ne peut être rejetée que si elle ne répond pas aux critères pertinents. Les requérants peuvent faire appel devant les tribunaux des États membres conformément à la législation en vigueur dans ces États.

Conditions requises des importateurs pour être habilités à demander une licence

9. Voir la réponse à la question 6. Les importateurs doivent être inscrits au registre national de la TVA et il n'est pas perçu de droit d'immatriculation.

Documents et autres formalités à remplir lors de la demande d'une licence d'importation

10. Un modèle de licence d'importation est inclus dans les règlements communautaires mentionnés dans la réponse à la question 10 de la notification principale pour 2000. Pour les renseignements à donner dans les demandes, voir le formulaire de demande et le Règlement (CE) n° 1174/2000 de la Commission du 1^{er} juin 2000 (J.O. n° L 131, page 30).

11. La licence d'importation, plus le certificat sanitaire approprié.

12. Non.

13. Une caution doit être déposée au moment de l'importation afin de garantir que le transformateur transforme intégralement, dans l'établissement spécifié dans la demande de licence, la quantité de viande importée dans les trois mois suivant le jour de l'importation. La caution est restituée lorsque cette obligation a été exécutée.

Conditions attachées à la délivrance des licences

14. La durée de validité des licences d'importation est de 120 jours à partir de la date de délivrance. Cependant, aucune licence n'est valable après le 30 juin 2001 et la période de validité ne peut pas être prolongée.

15. La caution est restituée proportionnellement à la quantité pour laquelle la preuve a été fournie, dans un délai de sept mois, que la viande importée a été en totalité ou en partie transformée afin d'obtenir les produits spécifiés dans les trois mois suivant le jour de l'importation dans l'établissement désigné.

16. Les licences d'importation ne sont pas cessibles.

17. Non.

Autres formalités

18. Non.

19. Sans objet.
